

L'Europe et Ankara mènent un dialogue de sourds

Union européenne Les deux partenaires ont tenté de chercher ce qui les unit encore, lors d'une rencontre ce mardi à Bruxelles.

Beaucoup se concentrent sur les lignes rouges. Je préfère me concentrer que nous avons en commun", a déclaré la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini, à l'issue d'une rencontre avec les ministres turcs des Affaires étrangères et européennes. Mevlut Cavusoglu et Omer Celik, ce mardi à Bruxelles. Il fallait bien ça pour essayer de, si pas masquer, du moins tempérer les divergences qui se creusent entre les deux partenaires. Les représentants européens et turcs ont donc exposé toute une liste d'arguments pour réitérer leur volonté de continuer, voire renforcer, leur collaboration. Il semblerait que, sur la scène internationale, l'UE et la Turquie ne manquent pas d'intérêts communs, que ce soit pour soutenir un processus de paix en Syrie, stabiliser la Libye, résoudre la crise du golfe opposant le Qatar et l'Arabie saoudite ou continuer à implémenter l'accord nucléaire avec l'Iran. "Sur ces sujets, il n'y a pas de divergences d'opinions entre l'UE et la Turquie", a observé M. Cavusoglu.

Des relations de plus en plus compliquées

Mais c'est dans leurs relations bilatérales que les choses se corsent. L'UE peut difficilement fermer les yeux sur la récente réforme constitutionnelle controversée du président turc Recep Tayyip Erdogan et les purges massives conduites dans le pays après un coup d'Etat avorté en juillet 2016. Le procès de dix-sept journalistes et collaborateurs du journal d'opposition turc "Cumhuriyet" s'est ouvert lundi à Istanbul, énième signe d'une liberté de la presse bafouée et une dégradation de la démocratie en Turquie. Ce mardi, une centaine de militants d'Amnesty International se sont réunis à Bruxelles pour exiger la libération des

défenseurs des droits humains emprisonnés dans le pays, dont la représentante de l'organisation en Turquie, Idil Eser, et un Allemand. Leur arrestation, début juillet, ne constitue qu'un énième épisode des tensions entre Berlin et Ankara, qui rivalisent de déclarations provocatrices dans la presse depuis vendredi.

Le commissaire européen à l'Élargissement, Johannes Hahn, n'a pas hésité à faire part de sa "forte inquiétude à l'égard de l'emprisonnement d'un grand nombre de journalistes, écrivains, académiciens et défenseurs des droits de l'homme", rappelant que "l'état de droit, la démocratie [...] et la liberté de la presse constituent des exigences impératives pour tout progrès vers l'Union euro-

péenne". Mais M. Cavusoglu a balayé ces critiques d'un revers de la main, indiquant que "personne ne peut dire qu'il n'y a pas de démocratie en Turquie" et qu'il "faut faire la différence entre une opposition politique et du terrorisme, ainsi qu'entre des journalistes réels et d'autres qui favorisent des activités terroristes".

Le ministre turc n'a d'ailleurs pas manqué de mettre le doigt là où ça fait mal, rappelant que l'accord migratoire entre l'UE et la Turquie a permis d'endiguer les arrivées sur les côtes grecques. Et exigé que l'UE remplisse sa part du contrat en procédant à la libéralisation des visas pour les Turcs. Omer Celik a même été jusqu'à demander l'ouverture des chapitres 23 et 24 des négociations d'adhésion, portant sur les libertés fondamentales et la justice. "Ça s'appelle de la politique", a-t-il informé, estimant que cela permettrait de répondre aux inquiétudes de l'UE sur ces points. Mais la cheffe de la diplomatie européenne a déclaré que la Turquie "est et restera un pays candidat à l'Union européenne", sans être en mesure de prévoir un quelconque progrès des négociations.

Ainsi, la conférence de presse qui devait faire le point sur une rencontre "constructive" a-t-elle vite tourné à un règlement de comptes entre deux partenaires, qui ne semblent l'être que par la force des choses.

M.U.

Les divergences persistent entre l'UE et la Turquie malgré une rencontre "constructive".

Sevan Nisanyan: "Je crois que le gouvernement turc est heureux de me voir partir"

Entretien Christophe Lamfalussy

Sevan Nisanyan, un intellectuel turc d'origine arménienne qui s'est échappé de Turquie la semaine dernière, compte demander l'asile politique à la Grèce ce mercredi matin, dit-il dans une interview à "La Libre Belgique", par téléphone, d'Athènes où il a trouvé refuge.

"Cela faisait trois ans et demi que j'étais en prison et le temps me semblait indéfini. Ils pouvaient me garder encore 6, 7, 8 ans, dit-il, pour expliquer son geste. Je crois que le gouvernement turc est heureux de me voir partir. La situation devenait embarrassante pour lui."

Sevan Nisanyan, né le 21 décembre 1956 à Istanbul, a profité d'un congé pénitentiaire pour se soustraire à ses obligations. "Je me trouvais dans un établissement de type non sécuritaire. Les prisonniers avaient le droit de pren-

dre un bref congé tous les trois mois. Je suis retourné au village, puis je suis parti."

Il refuse de détailler la manière dont il a quitté le pays, pour protéger ceux qui l'ont aidé. "Mais c'était assez facile."

La Turquie vit "une période de folie"

Personnage hors norme et éclectique, Sevan Nisanyan avait été emprisonné le 2 janvier 2014 sous le prétexte, selon lui fallacieux, d'une construction illégale dans le village historique de Sirince, près de la mer Egée; en réalité parce qu'il avait en septembre 2012 réclame le droit au blasphème, y compris à l'égard de l'islam, ce qui lui avait valu une attaque frontale de la presse proche du parti islamo-conservateur, l'AKP.

En prison, sur son blog, l'écrivain affirmait être le seul Turc détenu en

vertu de la loi qui protège les sites historiques de Turquie "alors que près de la moitié des constructions (dans le pays) sont jugées illégales", y compris le palais construit par le président Erdogan en 2014.

Sa condamnation à quinze mois de prison pour blasphème était au stade de l'appel quand est tombée sa condamnation, définitive, pour construction illégale. Formé aux universités de Yale (BA 1979) et de Columbia (MA 1983) aux Etats-Unis, Nisanyan a restauré Sirince, un village vidé de sa population grecque lors des échanges de population entre les deux pays en 1923. L'écrivain y habitait avec son épouse depuis 1992 et y avait aménagé une cité des mathématiques, une école de philosophie et une école de théâtre qui attirait des centaines d'étudiants durant l'été. Auteur de guides touristiques, il

a aussi restauré plusieurs maisons en gîtes et est à l'origine du classement du village. Il était venu en juin 2013 à Bruxelles, où il avait donné une conférence à l'Institut assyrien de Belgique sur le thème: "Où en est la liberté d'expression en Turquie?" Pour lui, la Turquie "est en train de vivre une période de folie", "une rupture de rationalité". "Le président [Erdogan] est un symptôme de cette folie. L'Etat turc a perdu sa direction", ajoute-t-il en se disant assez optimiste que cette période va "bientôt se terminer" et que la raison va prévaloir. Son souhait le plus cher, dans l'immédiat, est de retrouver la sérénité, de s'installer sur une île de la mer Egée, tout près de la Turquie et de son village de Sirince. Il entend mettre à profit cette période d'exil pour terminer trois livres qu'il a préparés en prison, deux sur la linguistique turque et un sur la religion.